

Covid-19 : « La France doit sortir du “stop and go” sanitaire pour préserver sa croissance potentielle »

 [lemonde.fr/idees/article/2020/11/05/covid-19-la-france-doit-sortir-du-stop-and-go-sanitaire-pour-preserver-sa-croissance-potentielle_6058536_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/05/covid-19-la-france-doit-sortir-du-stop-and-go-sanitaire-pour-preserver-sa-croissance-potentielle_6058536_3232.html)



Centre commercial de La Part-Dieu à Lyon, le 30 octobre. HUGO RIBES POUR « LE MONDE »

Tribune. Face à la pandémie de Covid apparaissent deux types de stratégie sanitaire. La première est celle d'une véritable stratégie de santé publique, utilisée en particulier en Asie de l'Est et dans le Pacifique (Chine, Japon, Corée, Vietnam, Taïwan, Singapour, Thaïlande, Australie, Nouvelle-Zélande). Des mesures de confinement strict ont été mises en œuvre pour ramener le nombre de nouveaux cas à un chiffre très faible, puis le traçage des cas, les tests et l'isolation des malades et des cas contacts ont permis la stabilisation de la maladie à un niveau très bas. C'est la stratégie qui a permis à ces pays de surmonter d'autres pandémies dans le passé, notamment celles du SRAS et de la grippe A (H1N1), et qui a leur permis cette fois-ci également de retrouver le chemin d'une croissance soutenue et durable.

Lire aussi Face à l'échec de sa stratégie, Emmanuel Macron contraint à un reconfinement

La seconde stratégie, adoptée en particulier en France, est de nature plus réactive qu'anticipatrice : lorsque le nombre de cas devient élevé, des mesures restrictives (couvre-feu, puis confinement) sont imposées ; lorsque le nombre de cas est redevenu faible, ces mesures sont levées, en conséquence de quoi, après un certain temps, le

nombre de cas remonte et les mesures restrictives sont à nouveau imposées. C'est une stratégie de « stop and go », qui alterne des périodes avec des restrictions fortes et des périodes sans restrictions ; des périodes avec beaucoup de cas et des périodes avec peu de cas de Covid.

Les « coûts d'opportunité »

Les partisans de la stratégie de « stop and go » ne manquent pas d'arguments : ils invoquent, d'une part, le fait que nos normes sociales seraient par trop éloignées des normes qui prévalent en Asie – les Français ne sont pas assez disciplinés ni prêts à accepter des mesures d'isolement trop drastiques ; d'autre part, la perspective d'un vaccin dans les six ou neuf mois, ce qui impliquerait un « stop and go » limité à trois vagues tout au plus. Cependant, outre le fait que rien ne garantit qu'un vaccin pleinement efficace sera effectivement disponible à moyen terme, il nous semble que le choix de la bonne stratégie face à la pandémie doit être dicté par les « coûts d'opportunité », c'est-à-dire par ce que l'on perd en ne choisissant pas l'autre stratégie.

« Plutôt que de créer des emplois durables et qualifiants, les entreprises vont recourir plus systématiquement aux emplois temporaires »

Or la stratégie du « stop and go » est très coûteuse en termes de perte de croissance potentielle. En effet, elle crée de l'incertitude du côté des entreprises, qui ne savent jamais exactement quand la période courante de « go » va prendre fin, ni quelle sera l'ampleur des phases d'expansion et des phases de recul de l'activité. Prenons l'exemple de la France : la croissance (sur le trimestre) a été de – 13,7 % au deuxième trimestre 2020, de + 18,2 % au troisième trimestre, elle sera probablement comprise entre – 8 % et – 10 % au quatrième trimestre.

Face à cette double incertitude, et surtout si celle-ci est appelée à se prolonger dans le futur, les entreprises vont faire le choix de la résilience, d'être capables de résister aux chutes périodiques de l'activité, en un mot de survivre, plutôt que celui du long terme. Elles vont privilégier leur capacité à réagir rapidement aux pertes de production. Plutôt que de créer des « bons emplois », c'est-à-dire des emplois durables et qualifiants, qui favorisent à la fois la croissance et la mobilité sociale, elles vont recourir plus systématiquement aux emplois temporaires (contrats de travail courts, intérim plutôt que des emplois permanents).

Plutôt que de contribuer à la reconquête de nos chaînes de valeur et de nos compétences industrielles, elles vont externaliser un maximum de fonctions (informatique, transports, comptabilité, nettoyage, gestion des données, sécurité, etc.) et s'appuyer plus que jamais sur la délocalisation et la diversification internationale de leur production, afin que tous les sites de production ne soient pas simultanément touchés par le confinement.

Un plus grand rôle à la société civile

Enfin, plutôt que d'investir dans la recherche et développement et les équipements innovants, les entreprises vont chercher à constituer des réserves en prévision des périodes de rechute de la production ; d'où une détention très importante de cash, de réserves monétaires, de façon à éviter la faillite. Autant de choix qui vont plomber la croissance potentielle des pays qui pratiquent le « stop and go » sanitaire : moins d'efforts de formation, moins d'investissements innovants, moins de prises de risque et moins de relocalisations.

Pour ne pas réduire encore davantage la croissance potentielle de la France (déjà à peine plus de 1 % par an avant la crise due au Covid), il faut donc vraiment réfléchir à une stratégie de santé publique qui ressemble davantage à celle des pays d'Asie de l'Est et qui évite autant que possible de générer des cycles courts de la situation épidémique et de la croissance, tant qu'un vaccin ou un traitement efficace ne sont pas disponibles.

Sans aller jusqu'à une stratégie aussi stricte que celle de la Corée du Sud (enfermement dans les hôtels des cas positifs), on peut réfléchir à une stratégie de réaction rapide (restrictions à la mobilité et aux rencontres) dès que des signes avant-coureurs d'une hausse du nombre de cas apparaissent. Cette stratégie nécessite à son tour de donner un plus grand rôle à la société civile, plutôt que de nous reposer uniquement sur le pouvoir de l'Etat central et la coercition.

Philippe Aghion est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Economie des institutions, de l'innovation et de la croissance ; **Patrick Artus** est chef économiste de la banque Natixis, membre du Cercle des économistes.